



Séance ordinaire du jeudi 1 juin 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le premier juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Sébastien COTE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mathilde BORNE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Alenka DOULAIN, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI

Ressources - Collège de déontologie des élus - Référent déontologue des agents - Référent alerte éthique - Référent laïcité - Création - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

De par la loi, les élus et les agents des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale disposent de la faculté de pouvoir consulter un « *référent déontologue* » pour toute question déontologique dans l'exercice de leur mandat ou de leur fonction. La loi 2022-483 du 20 avril 2022 relative à la déontologie et obligations des fonctionnaires a consacré ce droit pour les agents. La loi 2022-217 du 21 février 2022, dite « *loi 3DS* » a quant à elle formalisé ce droit pour les élus.

Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et son CCAS, engagés dans les démarches de transparence et d'éthique publique se sont dotés dès le début du mandat actuel d'un collège de déontologie, compétent pour les agents et les élus, constitué de représentants internes des services (Affaires juridiques, Assemblées, Ressources humaines) et d'une personnalité externe reconnue en sa qualité d'ancien magistrat.

Les trois institutions mènent des démarches actives de prévention des conflits d'intérêt, tant pour les élus que pour les agents :

Le conflit d'intérêt se définit comme « *toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction* » et est sanctionné par l'article 432-12 du Code pénal (peine pouvant aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et une amende de 500 000 €).

Concernant les élus, les trois organisations mettent en œuvre des pratiques vertueuses :

- L'élu déclare ses intérêts à l'exécutif. (Le Maire, le Président, les adjoints et les vice-présidents le font aussi auprès de la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique – HATVP, en déclarant également leur situation patrimoniale) ;
- L'élu informe l'exécutif et l'administration lorsqu'il se pense en conflit d'intérêt et ne fait pas exercice de sa délégation notamment en se déportant sur les dossiers concernés. Ainsi, il ne prend pas part à la décision, ni à sa préparation ni à sa mise en œuvre.

Concernant les agents, les administrations respectent les obligations de déclarations d'intérêt et/ou de patrimoine concernant certains de leurs emplois. Par ailleurs, tout agent qui se pense en situation de conflit d'intérêt, informe sa hiérarchie, sollicite le référent déontologue en cas de doute et s'abstient de toute intervention sur le dossier concerné en le confiant à un collègue.

Le décret 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local, pris en application de la loi 3DS est venu préciser les modalités de désignation de la fonction de référent déontologue des élus : « *les missions de référent déontologue [...] peuvent être assurées, selon les cas, par 1°) une ou plusieurs personnes n'exerçant au sein des collectivités auprès desquelles elles sont désignées aucun mandat d'élu local, n'en exerçant plus depuis au moins trois ans, n'étant pas agent de ces collectivités et ne se trouvant pas en situation de conflit d'intérêt avec celles-ci. 2°) un collège, composé de personnes répondant aux conditions du 1°) ».*

Afin de poursuivre leur engagement exemplaire dans le domaine de la déontologie et de la transparence publique, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et son CCAS proposent de revoir l'organisation de la gestion de la déontologie, tant pour se conformer à la nouvelle réglementation applicable en juin 2023, que pour promouvoir un nouvel élan de diffusion de la culture déontologique dans l'ensemble des services des trois organisations.

Il est ainsi proposé :

- ⇒ De créer un collège de déontologie pour les élus, constitué de 3 personnalités extérieures aux trois institutions, reconnues pour leur expérience et leurs compétences.

Ce collège exercera ses fonctions pour une durée de 3 ans à compter de sa première réunion, et pourra faire l'objet d'un renouvellement par délibérations conformes des trois institutions.

Le collège pourra être saisi par chaque élu de la Métropole, de la Ville ou du CCAS, au moyen d'un formulaire de saisine annexé à la présente délibération et adressé par mail ou par voie postale.

Les membres du collège sont soumis au secret professionnel ; les échanges entre le collège et les élus sont confidentiels.

Une fonction de présidence du collège sera désignée lors de la première réunion du collège qui approuvera son règlement intérieur.

Pour chaque saisine, un membre du collège sera désigné comme rapporteur du dossier qu'il présentera à une séance du collège et soumettra un avis au vote de ses membres.

Conformément à l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret susvisé du 6 décembre 2022, les membres du collège de déontologie des élus percevront une indemnisation sous forme de vacations, établie comme suit :

- Rapporteur d'un dossier : 80 € par dossier ;
- Participation effective à une séance du collège (une demi-journée) : 200 € ;
- Présidence effective d'une séance du collège (demi-journée) : 300 €.

Les dépenses de vacation seront prises en charge par Montpellier Méditerranée Métropole qui bénéficiera d'un remboursement partiel de la Ville de Montpellier et de son CCAS au prorata du nombre d'élus de chaque institution, soit : Métropole = 56%, Ville = 39%, CCAS = 5%.

Conformément au décret du 6 décembre 2022, les membres du collège de déontologie des élus bénéficieront du remboursement de leurs frais de transport et d'hébergement, sur présentation de justificatifs dans les limites prévues par délibération du Conseil de Métropole, applicable aux personnels de la fonction publique territoriale.

⇒ De créer un poste de « *responsable probité* » assurant pour les trois institutions les missions de « *réfèrent déontologue* », de « *réfèrent alerte éthique* » et de « *réfèrent laïcité* »

Le responsable probité sera astreint au secret professionnel et garantira le caractère confidentiel de ses échanges avec les agents qui le saisissent.

Trois formulaires de saisine, l'un pour le réfèrent déontologue, le second pour le réfèrent alerte éthique, et le troisième pour le réfèrent laïcité sont annexés à la présente délibération.

Au-delà des fonctions de conseil assurées par les référents déontologues des élus et des agents, il est de plus en plus nécessaire – dans une volonté permanente de renforcer le lien de confiance entre les citoyens et les élus ainsi que les agents publics – de proposer des dispositifs de prévention des manquements potentiels aux exigences déontologiques.

Ainsi, outre les missions de réfèrent déontologue, de réfèrent alerte éthique et de réfèrent laïcité, le responsable probité sera le pilote et l'animateur des démarches de dynamisation de la culture déontologique dans nos trois organisations tant pour les agents que pour les élus et conduira entre autres les actions suivantes :

- Réalisation d'une cartographie des risques déontologiques (en collaboration avec les services) ;
- Elaboration de guides de déontologie (achats, conflits d'intérêts, etc...) ;
- Elaboration d'une foire aux questions ;
- Sensibilisation et formation des élus et des agents (accueil des nouveaux, formation continue ...) ;
- Elaboration et coordination du plan anti-corruption, dans le respect de la loi Sapin 2 de 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la suppression du collège de déontologie créé par les délibérations conformes de la Métropole (15 septembre 2020), de la Ville (5 octobre 2020), du CCAS (9 mars 2021) qui était compétent pour les agents et les élus ;
- D'approuver la création d'un collège de déontologie des élus, exerçant pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier, composé de trois personnalités externes ;

- D'approuver la création d'une fonction interne de responsable probité dans les effectifs de la Métropole, assurant les fonctions de référent déontologue des agents et de référent alerte éthique et de référent laïcité pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 juin 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230601-233144-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- formulaire de saisine référent alerte éthique.docx
- formulaire de saisine référent déontologue des agents.docx
- formulaire de saisine collège de déontologie des élus.docx
- formulaire de saisine référent laïcité.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.